



Fédération de la Santé et de l'Action Sociale

Branche Associative Sanitaire, Sociale et Médico-sociale (BASS)

Conférence salariale du vendredi 11 avril 2025 *Déclaration spécifique BASS*

Comment pouvez-vous ce jour envisager de vous avancer sur des engagements financiers alors même que le comité des financeurs n'aura lieu qu'à la fin du mois ? Quelle fiabilité pourrions-nous accorder à vos annonces et combien de temps seront-elles valables ?

Vous parlez ce jour de « tensions aux ressources humaines » et « d'attractivité » continuellement ; sur quelle masse salariale basez-vous les projections que vous devez nous présenter ? Sur la masse salariale actuelle dans une situation de sous-effectif chronique entraînant des conditions de travail, d'accompagnement et de soin dégradées, ou avez-vous travaillé à partir de la projection d'une masse salariale absolument nécessaire pour sortir de cette situation ?

Vous parlez d'un plan de 50 000 postes supplémentaires dans les EHPAD, lancé depuis 2 ans ! Nous vous rappelons que ce sont 300 000 postes qui manquent dans le secteur social et la protection de l'enfance et 400 000 dans les EHPAD. Oui Monsieur le Directeur, les pancartes dans les rues lors des mobilisations depuis le COVID exigent aussi et surtout des bras : il s'agit bien donc bien de 600 000 milles bras dont nous avons besoin dans le secteur social et la protection de l'enfance et de 800 000 bras dans les EHPAD.

Comment « investir dans l'avenir » comme vous prétendez en avoir l'ambition politique alors même que le SÉGUR, prime à laquelle la CGT n'a pas adhéré à sa création, n'est toujours pas versée à certains professionnels pourtant compris dans l'accord du 4 juin 2024 ? Nous avons donc bien raison de refuser cet enfumage, c'est une revalorisation générale des salaires qu'il nous faut.

Et comme chaque année, nous n'aurons pas de vision globale du financement du secteur puisque la DGOS (Direction Générale de l'Organisation des Soins – donc versant sanitaire), par exemple, n'est pas à vos côtés. Les financements dédiés à l'ensemble du périmètre de la BASS sont présentés de façon partielle et nous ne cessons d'entendre parler de travaux ministériels sur la petite enfance, sur les EHPAD, des commissions spéciales sur les assistantes familiales, etc. Ce morcellement des enveloppes budgétaires qui parfois se recouvrent, parfois se recoupent, parfois se complètent, n'est plus admissible. Les salariés ne peuvent avoir aucune visibilité sur leur avenir. S'agit-il de mieux diviser pour mieux flouer ?

Il est difficile de croire que votre Ministère est convaincu du rôle central du secteur associatif puisque vous le soumettez à la concurrence avec le secteur lucratif alors que nous étions jusque-là la seconde jambe des fonctions publiques. Non seulement les revalorisations salariales de la Fonction Publique Hospitalière (FPH) ne sont plus transposées de façon automatique dans le secteur associatif, mais pourquoi le coût de l'intérim n'est-il pas plafonné pour les associations comme cela vient d'être annoncé pour la FPH ? Vous nous jetez en pâture au secteur lucratif dont les actionnaires ont plus de moyens que l'Etat ; c'est vers la mort du secteur à but non-lucratif que vous nous emmenez en menant cette politique.

Quant à penser que c'est par la seule négociation de la Convention Collective Unique et Étendue que les solutions seront apportées, c'est être loin d'entendre la réalité décrite pas plus tard que le 1er avril par les salariés concernés, à bout et découragés. Cette négociation prendra du temps que les salariés n'ont plus. Cette négociation ne peut non plus se poursuivre sous la menace constante de non-versement d'enveloppes budgétaires. Elle doit pouvoir se mener de façon libre, sérieuse et loyale. La CGT exige aussi d'être présente lors des rencontres avec les différents financeurs, car vous parlez du chiffrage que vous propose AXESS, mais la large majorité des organisations syndicales représentatives rejettent depuis 2 ans et demi le projet d'AXESS.

Il est donc impensable pour la CGT que vous vous basiez sur leur seule proposition qui souffrira d'une opposition majoritaire.